

La Croix, 9 avril 2015

Face au djihadisme,
les sénateurs prônent une « réponse globale »

La commission d'enquête sénatoriale sur les filières djihadistes a présenté hier un rapport de 110 propositions « pour une réponse globale et sans faiblesse » contre le djihadisme.

Les plus originales portent sur la prévention du phénomène, notamment auprès des jeunes et sur Internet.

« Intégrer dans les programmes scolaires une formation à la réception critique des contenus » sur Internet, « élaborer des programmes de contre-discours » s'appuyant sur les paroles de djihadistes repentis, ou encore « imposer aux acteurs d'Internet de permettre aux internautes de signaler, en un seul clic » des messages de propagande... Voici quelques-unes des 110 mesures du rapport de la commission d'enquête sénatoriale sur les filières djha-

distes, intitulé « Pour une réponse globale et sans faiblesse ».

Présenté hier, ce rapport, fondé sur une cinquantaine d'auditions conduites généralement à huis clos, rappelle d'abord les chiffres du « fleau » djihadiste en France: 1 432 ressortissants français sont partis vers les zones de combat syro-irakiennes. Parmi eux, 413 se trouvent effectivement dans les zones de combat, dont 119 femmes, 200 auraient déjà regagné la France, 85 auraient été tués sur place et deux seraient emprisonnés en Syrie.

Le rapport développe ensuite 110 propositions, réparties en six chapitres. Deux d'entre elles, en particulier, portent sur la prévention de la radicalisation, d'une part, et contre le « djihadisme médiatique » sur Internet, d'autre part. Le rapport préconise d'abord de renforcer le Centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation (CNAPR), qui gère aujourd'hui le numéro Vert. Il devrait devenir une instance indépendante et interministérielle, capable de coordonner des « actions obligatoires de formation à la détection de la radicalisation » pour de très nombreux professionnels de la jeunesse : enseignants, éducateurs et assistants sociaux, magistrats chargés des affaires familiales...

Les sénateurs soulignent l'importance du développement d'un contre-discours sur Internet.

Les sénateurs insistent en particulier sur le rôle de l'éducation nationale, qui devrait « intégrer une formation à la réception critique des contenus diffusés sur Internet ».